

DCLC-SCFI-BFLI

Arrêté
**portant reversement au titre du fonds national de péréquation
des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Exercice 2025**

Le préfet du Gard
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2336-1 et suivants ;

Vu la note d'information du ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, en date du 25 juillet 2025, relative à la répartition du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) pour l'exercice 2025 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} : Il est versé aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale du département du Gard, mentionnés en annexe, pour l'exercice 2025, la somme globale de **17 637 060 €** au titre du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales.

Article 2 : Ces montants seront versés, à compter de la notification définitive, selon les modalités suivantes :

- si le montant de l'attribution est inférieur à 10 000 euros, le versement sera réalisé en une seule fois avant le 30 novembre 2025 ;
- si le montant de l'attribution est supérieur à 10 000 euros, les versements seront réalisés par mensualités, pour les mois restant à courir, jusqu'à la fin de l'année.

Les mensualités sont imputées au compte n° 4651200000 – code CDR COL6301000 « Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales » (interfacé) ouvert en 2025 dans les écritures de la directrice départementale des finances publiques du Gard.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois suivant sa notification. Pendant ce délai un recours gracieux peut également être exercé auprès de mes services.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des finances publiques du Gard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nîmes, le **5 OCT. 2025**

Le préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉR...

REPUBLIQUE FRANCAISE		09/10/2025		
PREFECTURE DU GARD				
Fiche de notification FPIC 2025 : ensembles intercommunaux de métropole et des DOM				
Exercice	2025	Département	30	
Ensemble intercommunal:		CA DU GARD RHODANIEN		
Répartition du FPIC pour l'EPCI				
Part EPCI		Montant prélevé	Montant reversé	Solde
		0	680 635	680 635

Répartition du FPIC pour les communes membres

Code INSEE	Nom communes	Montant prélevé	Montant reversé	Solde
30005	AIGUEZE	0	5 691	5 691
30028	BAGNOLS-SUR-CEZE	0	281 809	281 809
30070	CARSAN	0	16 549	16 549
30076	CAVILLARGUES	0	16 777	16 777
30081	CHUSCLAN	0	0	0
30084	CODOLET	0	0	0
30092	CONNAUX	0	31 124	31 124
30096	CORNILLON	0	20 541	20 541
30124	GARN	0	6 064	6 064
30127	GAUJAC	0	21 100	21 100
30131	GOUDARGUES	0	25 466	25 466
30134	ISSIRAC	0	8 256	8 256
30141	LAUDUN-L'ARDOISE	0	75 556	75 556
30143	LAVAL-SAINT-ROMAN	0	5 298	5 298
30149	LIRAC	0	18 332	18 332
30175	MONTCLUS	0	3 829	3 829
30178	MONTFAUCON	0	29 782	29 782
30191	ORSAN	0	16 931	16 931
30196	PIN	0	11 177	11 177
30202	PONT-SAINT-ESPRIT	0	172 017	172 017
30222	ROQUE-SUR-CEZE	0	3 646	3 646
30225	SABRAN	0	29 822	29 822
30226	SAINT-ALEXANDRE	0	26 492	26 492

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R.421-5 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, LA PRESENTE DECISION PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS CONTENTIEUX DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE DELAI DE 2 MOIS COURANT A COMPTER DE LA NOTIFICATION DE CELLE-CI.

30230	SAINT-ANDRE-DE-ROQUEPERTUIS	0	16 494	16 494
30232	SAINT-ANDRE-D'OLERARGUES	0	9 532	9 532
30242	SAINT-CHRISTOL-DE-RODIERES	0	3 524	3 524
30251	SAINT-ETIENNE-DES-SORTS	0	7 699	7 699
30254	SAINT-GENIES-DE-COMOLAS	0	40 532	40 532
30256	SAINT-GERVAIS	0	14 524	14 524
30273	SAINT-JULIEN-DE-PEYROLAS	0	31 808	31 808
30277	SAINT-LAURENT-DE-CARNOLS	0	12 051	12 051
30278	SAINT-LAURENT-DES-ARBRES	0	53 275	53 275
30282	SAINT-MARCEL-DE-CAREIRET	0	21 073	21 073
30287	SAINT-MICHEL-D'EUZET	0	15 330	15 330
30288	SAINT-NAZAIRE	0	25 423	25 423
30290	SAINT-PAULET-DE-CAISSON	0	38 886	38 886
30292	SAINT-PONS-LA-CALM	0	10 633	10 633
30302	SAINT-VICTOR-LA-COSTE	0	43 611	43 611
30304	SALAZAC	0	4 975	4 975
30326	TAVEL	0	29 516	29 516
30331	TRESQUES	0	32 432	32 432
30342	VENEJAN	0	20 477	20 477
30343	VERFEUIL	0	11 952	11 952
30355	SAINT-PAUL-LES-FONTS	0	20 442	20 442
TOTAL		0	1 290 448	1 290 448

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R.421-5 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, LA PRESENTE DECISION PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS CONTENTIEUX DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE DELAI DE 2 MOIS COURANT A COMPTER DE LA NOTIFICATION DE CELLE-CI.

